

PARTIS POLITIQUES

« Ah, but I was so much older then... »

Bernard Thomas

l'm younger than that now », se rappelait, à l'âge de 23 ans, Bob Dylan de son passage par la scène politique. Les jeunes politiques seraient-ils des vieux cons ? Nous avons enquêté.

Taina Bofferding, Phillippe Schockweiler et Jang Krier sont nés entre 1982 et 1987 dans la classe moyenne luxembourgeoise, dans des familles pas particulièrement politisées. Pourtant, ils ont décidé de s'engager à gauche, de sortir du consensus. Tous récusent la définition de « Jugendpolitiker ». Philippe, porte-parole des Jonk Gréng, se qualifie de « Grünling », « Müsli » voire de « Sponti ». Pour Taina, présidente des Jeunesses socialistes (JSJ), un politicien, « c'est quelqu'un qui a un mandat », et de se demander : « je ne sais pas quelle impression ça fait d'être politicienne, pour l'instant je ne suis qu'une personne engagée politiquement ». Jang, membre de déi Lénk, se voit d'abord comme « un militant des mouvements sociaux, puis, accessoirement, comme un militant politique ».

Les motivations de l'engagement sont enfouies dans le passé - retour donc à l'enfance. Pour Phillippe, c'était un double choc : Tchernobyl, un épisode qui l'a, dit-il, « toujours fasciné » et, en 2003, un voyage à Auschwitz qui l'avait « déstabilisé ».

Puis vint la guerre en Iraq, accélérateur politique de toute une génération. Pour Jang, c'était la mort de sa mère, « qui a imposé et qui a fait exploser en moi le besoin de trouver des réponses à des questions que chaque adolescent se pose ». Taina, elle, « déjà petite fille » lisait les journaux, et voulait tout savoir, « c'est dans mon caractère » dit-elle.

Taina et Phillippe ont choisi leur parti politique à la carte, méthodiquement. Ils ont lu et comparé les programmes politiques avant de prendre leur carte. Phillippe se retrouvait dans « l'interconnexion faite par déi Gréng entre environnement et économie ». Taina retrouvait chez le LSAP les « valeurs classiques », comme « la défense des faibles de la société ». Pour Jang par contre, se retrouver sur une liste électorale de déi Lénk était l'aboutissement d'un long processus : « Je militais dans des mouvements comme Life ou la Jugend fir Fridden an Gerechtegkeet. J'y croisais tout le temps des gens de déi Lénk. Au moment où je voulais faire converger les différentes luttes, j'ai pris ma carte ».

Mais c'est aussi une question de culture politique, de style, voire de flegme. « Les Gréng sont moins crispés. Plutôt que de taper sur notre adversaire, on préfère formuler des alternatives », affirme Phillippe. Taina, elle, aimait « la chouette camarade-

rie ». Et de nous confier : « Tu côtoies les ministres, et tu peux leur poser des questions sans te gêner ». Jang, lui, n'aime pas les « politiciens de bureaux » ou « en costume ». Ce qui l'attirait chez déi Lénk, c'était le fait que ce parti « se comprend avant tout comme un mouvement ».

« En interne »

Or, les organisations de jeunesse se sont assagies : moins irrévérencieuses, plus insipides, elles se sont intégrées. A la question sur quels points il est en désaccord avec le parti, Phillippe Schockweiler hésite : « Je ne sais pas... De toute façon, je suis le plus souvent impliqué dans l'élaboration de nos positions et puis c'est une équipe expérimentée avec une grande unité », dit-il. Puis, d'ajouter : « les vieux Gréng pourraient quand même participer plus souvent à des manifs ou à des actions ». Jang Krier est plus direct : « Pour quelqu'un qui vient des mouvements écolos, je trouve que déi Lénk manque de positions claires et de compétences sur le sujet ».

Mais ce sont surtout les JSJ qui se sont alignées. Sur l'accord de coalition ou encore sur la loi 6068, ils sont en harmonie parfaite avec le ton donné par le LSAP. Sur les sujets qui fâchent, Taina avance masquée. Le référendum sur le Traité Constitu-

tionnel de 2005, par exemple. « On avait de longues discussions, mais j'avoue qu'aujourd'hui encore je ne sais pas exactement ce que le traité comportait. Je pense que personne ne le savait vraiment. J'aurais préféré que l'on en aurait discuté de manière controversée. Mais la seule chose que l'on nous disait, c'était qu'il fallait voter pour ». A-t-elle voté « oui » ? voulons-nous alors savoir ? « Il ne faut jamais dire comment on a voté », répond-elle de manière sibylline.

A la fin des années 90, les JSJ étaient encore plus dissonants et dissidents, craints dans le parti pour leurs coups d'éclats. « C'est vrai », concède Taina Bofferding, « à l'époque, les jeunes socialistes étaient plus dans la confrontation. Aujourd'hui, nous réglons les problèmes en interne dans l'exécutif du parti. Du coup, on nous prend pour plus consensuels ». Les jeunes socialistes sont-ils encore la conscience de gauche du parti ? Plus vraiment, même si Taina Bofferding pointe timidement « un danger de perdre notre profil politique, surtout avec un CSV aussi puissant ».

Justement, le pouvoir : n'est-on pas privilégié en tant que jeune militant-e d'un parti, puisque l'on dispose d'un réseau étendu et puissant dont bénéficient peu de jeunes ? « Si tu rejoins déi Lénk pour faire une carrière, c'est que t'es mal informé », tranche



Portraits de jeunes en candidats aux élections. De gauche à droite : Jean Krier (déli Lénk), Philippe Schockweiler (déli Gréng) et Taina Bofferding (LSAP)

MONTAGE WOXX

Jang Krier. Philippe Schockweiler et Taina Bofferding sont plus nuancés. Taina dit apprécier l'accès direct aux informations. Mais attention, il y a des limites : « Les gens me demandent souvent d'appeler un tel ou un tel pour régler leurs problèmes. Mais je n'appelle quand même pas un ministre sur son portable pour demander des faveurs ! »

« C'est le dilemme éternel : le pouvoir en soi est-il quelque chose de mauvais ? Je pense que ça dépend de ce que tu en fais », avance, un brin sophiste, Philippe. Puis, plus concret, il ajoute : « de toute façon, ce qui est important, c'est que tu donnes forme à ton désaccord et à tes idées, que ce soit en contestant ou en s'impliquant. Que ce soit dans un parti politique ou dans un club de foot, où il y a par ailleurs une très grande mixité. L'important, c'est de ne pas la fermer ».

Le dégoût de nombreux jeunes, vite décriés comme « hédonistes », face à la politique officielle, ne témoignerait-il pas plutôt d'une forme de lucidité ? « Tout le système politique se base sur un principe d'ancienneté », dit Philippe. Et Taina d'ajouter : « Si on regarde les débats dans la Chambre des députés, c'est souvent d'un ennui ! Ils ne savent souvent même pas parler droit... On se demande parfois qui dans la fraction a bien pu lui

écrire son discours ». Jang récuse l'argument d'une « Blank Generation » : « On entend toujours que les jeunes n'en ont rien à foutre, mais, dans les faits, ils étaient 8.000 à descendre dans la rue contre le projet de loi 5611, et 12.000 lors du Walk-out contre la guerre en Iraq ».

His master's voice ?

Reste qu'on est frappé par la tendance des jeunes au Luxembourg de traiter surtout des problèmes politiques à caractère symbolique - pour ne pas dire ringard. Comme la séparation entre l'Eglise et de l'Etat, réunissant depuis des lustres les « bouffeurs de curés » de tous poils, dans la plus pure réincarnation de la fiction de Clochemerle. Pour Taina Bofferding, un casus belli : « c'est une valeur essentielle du LSAP dont il ne devrait pas se distancer », affirme-t-elle. Et de menacer : « Si on va vers la confrontation, alors nous n'hésiterons pas à rendre publique notre désaccord, notamment sur la question des maisons de la laïcité ». Ces sujets dits de société - comme le droit de mariage des homosexuels, la lutte contre le racisme ou l'abolition des cours de religion - permettent un consensus allant de la Jonk Lénk aux jeunes libéraux de la JDL.

Or cette alliance est vite rompue lorsque la discussion dérive du social vers le social. Comme ce fut le cas récemment pour le projet de loi 6068 - héritier du contesté projet « 5611 ». Les jeunes Verts mobilisaient contre ce qu'ils considéraient comme un « cadeau généreux offert au patronat » et qu'ils qualifient de « démantèlement social subventionné par l'Etat ». Aussitôt, les Jeunesses socialistes, qui avaient pourtant participé en 2006 à la fronde anti-Biltgen, ont pris la défense de ce texte. Non, sans « condamner avec la plus grande sévérité » le « comportement non solidaire » des Jonk Gréng dans un communiqué : « Les Jonk Gréng semblent se mouvoir dans un monde parallèle dans lequel il n'y a ni crise économique, ni crise sociale ». Pire : « En laissant les jeunes se débrouiller seuls sur le marché du travail », les jeunes verts montreraient « leur vrai visage libéral ». Philippe Schockweiler n'est pas amusé : « Le monde dans lequel je vis est bien plus réel que celui de l'antichambre du ministre dans lequel évoluent certains jeunes socialistes », sous-entend-il. Allusion à Christophe Schiltz, vice-président des Jeunesses socialistes et... chef du Cabinet du ministre du Travail. Taina Bofferding s'en défend : « Nous n'avons pas été muselés. D'ailleurs, c'est moi qui ai écrit le communiqué. Christophe tra-

vaille chez Nicolas Schmit et il est actif dans les JSL, mais on reste une plate-forme démocratique, et les décisions sont prises par la majorité ». Et sur le fond : « C'est quoi l'alternative aux mesures proposées ? Les lois ne sont qu'un pis-aller, une solution temporaire, pas une politique à long terme ».

Si dans la gauche, les débats peuvent devenir virulents, en privé on n'en garde aucune rancune. « C'est aussi un milieu. On se connaît bien et souvent, après des débats, on se dit : c'était la politique, laissons tomber les masques et allons boire un coup ! », explique Philippe Schockweiler. Et de préciser : « Je m'entends le mieux avec les gens de la Jonk Lénk. Alors qu'on s'étripe traditionnellement le plus entre gens de gauche, c'est avec eux que je peux le mieux socialiser ». A cause peut-être de la culture politique commune, voulons-nous savoir ? « Peut-être y a-t-il le début d'une culture politique commune », nous corrige Philippe. Jang, lui, tempère son enthousiasme : « Sans vouloir trop me fixer sur les différences, il faut dire qu'elles sont réelles : sur la dissolution de l'Otan ou sur le traité constitutionnel, par exemple. Pour moi, c'est simple : on travaille ensemble là où c'est possible. Là où l'on ne peut pas travailler ensemble, chacun va de son chemin ».